

## Reportage

## «En Grèce, tout un système a fait faillite»

**Clientélisme, fraude fiscale, secteur public inefficace: le déficit et la dette de la Grèce cachent une crise plus grave encore, celle de la société grecque**

Olivier Bot De retour d'Athènes

Drapeau grec sur les épaules, Jordanis, 40 ans, défile avec des milliers de salariés jusqu'à l'esplanade du Parlement à Athènes. Sur le cœur, il porte un badge «300» pour se donner le courage des trois cents héros spartiates de la bataille des Thermopyles. L'heure est à la résistance contre les financiers de la «troïka» (FMI, BCE et Commission européenne) qui veulent imposer privatisations, coupes des effectifs dans le secteur public et baisses des salaires en échange de milliards d'euros. Ces médecins de Molière qui préconisent saignée sur saignée au malade grec sont de retour à Athènes. Cette semaine sera en effet décisive pour la mise en œuvre du plan d'aide au pays.

«Que veulent-ils? Tuer la Grèce? Que j'aille en prison? Mon banquier sait que je n'ai plus d'argent en poche. Mon salaire a baissé de 20%. J'ai payé 310 euros de surtaxe. Et maintenant, ils me demandent un nouvel impôt sur les mètres carrés de mon logement. Je ne peux pas payer autant.» Comme Jordanis, une majorité des Grecs refuse les options prises par le gouvernement socialiste de Georges Papandréou, selon un récent sondage.

#### «Fraude massive»

Iannis Pogas, manager d'une école culinaire près de la place Victoria -squattée par une centaine de réfugiés afghans bloqués là - enrage aussi contre des politiciens qui «n'ont rien vu venir et qui n'ont rien fait pour éviter ça. C'est tout un système qui a fait faillite», s'exclame-t-il. «Papandréou nous a dit qu'il y avait de l'argent. Et du jour au lendemain, les caisses étaient vides. C'est comme s'il nous avait poignardés durant notre sommeil», explique encore Stélios, 50 ans, un taxi qui était en grève, jeudi dernier, pour s'opposer à la libéralisation de sa profession. «Ce gouvernement et le précédent sont la plus grande catastrophe qu'ait connue la Grèce», renchérit Mariana Fotopoulou, gérante branchée d'une boutique de la rue Ermou, qui a vu ses voisins licencier du personnel et des rideaux de petites boutiques se baisser définitivement (plus d'une sur dix).

«Avec 65% de professions indépendantes qui peuvent dissimuler une partie de leurs revenus, la Grèce connaît une fraude fiscale massive. Si le gouvernement mettait en place un mécanisme contre cela, on pourrait redresser les recettes», estime Alexandros Paparsenos, président du Fonds de développement grec Etean. «Dans le secteur public, où les salaires vont diminuer de 40%, ce n'est pas tant les effectifs le problème, c'est plutôt l'inefficacité», ajoute-t-il. Et puis «nous ne produisons pas assez»...

#### L'énergie du désespoir

Au Parlement, la jeune députée du Pasok Elena Panariti est en séance. Entre deux votes, elle reconnaît que «le miracle grec des années 70 et l'argent de l'Europe ont longtemps caché le problème». Elle convient aussi que «la bureaucratie a favorisé la corruption et empêche de libérer la créativité dont savent



Des manifestants d'extrême gauche ont brûlé des avis de surtaxe du gouvernement, à Athènes. AFP

**«Que veulent-ils? Tuer la Grèce? Et maintenant, ils veulent que nous payions. Mon banquier sait que je n'ai pas d'argent»**



Jordanis, salarié dans une manufacture de sous-vêtements à Athènes.

**«Ce gouvernement et le précédent sont la plus grande catastrophe qui soit arrivée dans le pays»**



Mariana Fotopoulou, gérante de magasin à Athènes.

**«Ce n'est pas tant les effectifs le problème dans le secteur public, c'est plutôt l'inefficacité»**



Dr. Alexandros Paparsenos, président du fonds grec de développement Etean.

faire preuve les Grecs à l'étranger». Mais elle souligne tous les jours sur la responsabilité du gouvernement de droite qui a creusé le déficit à plus de 30 milliards en 2009».

De cette crise, une poignée d'indignés discute tous les jours sur l'agora du square Syntagma, lors de forums nocturnes à micro ouvert, lancés le 26 mai. En juin, ils étaient 200 000 sur cette place emblématique de la fièvre politique grecque. L'énergie du premier soulèvement s'est éteinte. Celle du désespoir monte.

Les bus, le métro, les taxis et les aiguilleurs du ciel en grève ont paralysé Athènes jeudi. En une semaine, les handicapés, les chemins, les étudiants, les fonctionnaires territoriaux et les salariés ont manifesté. A chaque fois, casque blanc et matraque sortie, les «mate» faisaient barrage devant les lieux du pouvoir. Dimanche, ils ont frappé, faisant des blessés. Leurs boucliers transparents portent des éclaboussures de bombes à peinture noires et rouges. Les mêmes qui constellent depuis des semaines la façade de la Banque de Grèce.

## Papandréou va négocier chez Merkel

● Georges Papandréou, le président du gouvernement grec, est aujourd'hui à Berlin, deux jours avant le vote capital du Bundestag sur le Fonds européen de stabilité financière, qui passe mal en Allemagne, principal contributeur de cette mutualisation de la dette. La chancelière Angela Merkel n'est en effet pas certaine de faire passer ce texte auprès d'une partie de sa majorité. Et notamment la CSU bavaroise.

A Athènes, le vice-premier ministre, Theodoros Pangalos, comprend que «les gouvernements européens aient à tenir compte de leurs opinions publiques». Mais il n'a pas accepté les propos tenus par le ministre allemand de l'Economie, Philip Rösler, sur son pays,

#### Grèce Des chiffres qui pèsent

**PIB 2010: 240 milliards d'euros (2,7% du PIB de l'UE), -5,5 % (récession)**

**Déficit: 17 milliards d'euros (7,5% du PIB) en 2010**

**Déficit commercial: 30 milliards d'euros en 2010**

**Dette: 144% du PIB en 2010**

**Emprunts aux intérêts non payés: +11,5% en 2010**

**Exposition de la Suisse à la dette grecque: 2,8 milliards d'euros (France 56,7, Allemagne 34, Grande-Bretagne 14,1, Etats-Unis 7,3 milliards d'euros)**

**Fuite des capitaux: 50 milliards d'euros sur les dix-huit derniers mois (une partie en Suisse)**

**Economie parallèle: 60 milliards d'euros, 20 % du PIB (10% en Italie)**

**Chômage: 16% au second semestre 2011**

**Taux d'imposition du travail: 51%**

**96% des entreprises emploient moins de 9 salariés**

**65 % d'autoentrepreneurs, libéraux et indépendants**

**20% d'emplois dans le secteur public**

I. CAUDULLO, DONNÉES O. BOT, SOURCE: PROFESSEUR HARDLOUVELIS (CHEF ÉCONOMISTE EUROBANQUE), DOCTEUR ALEXANDROS PAPAENSENOS (PRÉSIDENT DU FONDS ETEAN), BANK OF INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

évoquant ouvertement une «possible faillite» et «le manque de fermeté du gouvernement grec». «Je n'ai pas été mécontent de le voir se casser la gueule aux municipales berlinoises», confiait-il à la Tribune de Genève la semaine dernière.

Depuis, Angela Merkel a appelé ses concitoyens, majoritairement opposés à l'aide à la Grèce, à faire preuve de patience vis-à-vis de ce pays. Elle rappelait ainsi que la réunification allemande ne s'était pas faite en un jour...

Dans le quartier touristique de Keramikos, à Athènes, un commerçant francophile octogénaire, qui a vu les chars allemands s'installer avenue Amalias, rappelait que l'Allemagne «a aussi une dette» envers la

Grèce. Durant la Seconde Guerre mondiale, les Nazis ont pillé la réserve d'or et les ressources minières grecques. «Il y avait deux fois de quoi payer notre dette actuelle», souligne le vieux gérant d'une boutique de perles. L'argument a été repris publiquement par le vice-premier ministre, Theodoros Pangalos, qui soulignait récemment qu'«Athènes n'avait jamais été indemnisé. Et que Berlin pourrait au moins s'en souvenir!» Selon le Ministère des affaires étrangères à Berlin, l'Allemagne a réglé 149 milliards de marks d'indemnités depuis 1960. «Parler du passé n'aidera absolument pas à résoudre les problèmes auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui», commentait Andreas Peschk, porte-parole. **O.BOT**

## «L'échec est garanti»

Alors que le premier ministre, Georges Papandréou, annonçait un autre tour de vis (baisse des



Gérassimos Moschanas, politologue à l'Université Pantéon d'Athènes.

pensions de retraite au-dessus de 1200 euros par mois, chômage technique de 30 000 salariés du secteur public d'ici à la fin de 2011 et seuil d'imposition abaissé à 5000 euros), le politologue Gerasimos Moschanas, de l'Université Pantéon d'Athènes, décryptait pour La Tribune de Genève la crise grecque et ses développements sociaux.

#### Quelle est l'origine de cette crise?

Je pense que cette crise a des causes grecques. C'est la Grèce qui a couru à sa perte. Au-delà du déficit et de la dette, et d'une récession qui rend le péril éminent, il y a des raisons liées à l'histoire politique. L'évasion fiscale ou l'inefficacité administrative ne datent pas d'aujourd'hui. Jusque dans les années 80, avec 5% de croissance, la Grèce avait une discipline fiscale meilleure que l'Allemagne. La rupture vient après, avec la crise mondiale. Le contrat de redistribution de l'impôt proposé par la gauche, à la fin de la dictature en 1974, bat de l'aile. Dans ce royaume du microcapitalisme et des professions indépendantes, structurellement favorable à l'évasion fiscale, beaucoup de gens ont triché avec l'impôt. Les dépenses de l'Etat, qui se situent alors légèrement au-dessus de la moyenne européenne, vont aux salaires du secteur public. Mais l'Etat se montre gaspilleur et mal organisé. Face à ces problèmes de recettes et de dépenses, il n'y a pas eu de volonté politique de changer les choses.

#### L'explosion sociale n'est-elle pas inéluctable?

Elle serait logique. Ce psychodrame grec combine une absence de contrôle politique et une forme d'anomie sociale. Des gens vont dire: «Je ne paie plus l'impôt» (ndlr: c'est précisément le texte d'une banderole déroulée mardi dernier face au Parlement). Cette résistance passive risque de faire échouer le plan. L'Europe et le FMI demandent trop à la Grèce. La faiblesse de son administration l'empêchera de répondre aux attentes. En outre, un sentiment d'injustice se développe. Les gens du secteur public - dont on attend de sérieux efforts de productivité - sont les plus pénalisés. Ils paient leurs impôts et devront s'acquitter de trois nouvelles taxes; leurs salaires ont déjà subi deux réductions importantes. Des grèves vont se succéder. Le secteur public va devenir plus improductif. C'est la garantie d'un échec du gouvernement et, tôt ou tard, d'une faillite de la Grèce. **O.B.**

## Interview

# «Tous les Grecs doivent changer. Même l'Eglise!»

**Pour Theodoros Pangalos, vice-premier ministre, il faut mettre fin au clientélisme pour sortir de la crise**

Olivier Bot Athènes

A Athènes, hier, se jouait le déblocage vital d'une tranche de 18 milliards d'euros des bailleurs de la Grèce. Dans ce contexte lourd, Theodoros Pangalos, vice-président du gouvernement grec, a répondu aux questions de la *Tribune de Genève*. C'est lui qui a négocié avec la Suisse l'accord de taxation des fortunes grecques au printemps dernier. Entretien avec un vétéran de la politique connu pour son franc-parler.



Theodoros Pangalos: «Tous ces Grecs qui exercent des professions indépendantes volent en permanence l'Etat.» O.BOT

**Les dernières négociations avec la troïka (BCE, FMI et Commission européenne) ont échoué parce que la Grèce n'a pas rempli ses engagements. Le climat est meilleur aujourd'hui?**

Il n'y a pas eu rupture ni remise en cause du financement de l'économie grecque par la troïka. Mais un retard de notre côté et une déception de l'autre. La récession est plus dure que prévu et nous a privés de recettes. Il y a aussi des blocages politiques pour mettre fin au clientélisme qui a gonflé les effectifs du secteur public. Or, c'est la cause principale de notre déficit. Avec la loi Peponis, notre parti a fait un pas vers l'abolition de l'achat de voix contre un emploi dans le public. Il faut continuer, mais la pression est forte, y compris au Parti socialiste.

**Il est question de supprimer 100 000 emplois. Vous confirmez?**

Ce sera plus vraisemblablement 70 000. Pas dans l'administration, mais dans les entreprises publiques.

**Parmi les 60% de Grecs qui sont leur propre employeur, certains disent que les politiciens sont responsables de la crise. Parce qu'ils ont grossi le secteur public hors de toute proportion. Que leur répondez-vous?**

D'abord, ils en vivent aussi, de

## «Le gouvernement a trainé les pieds»

Avec une récession évaluée à un recul de 5,5% du PIB, la Grèce a du mal à remplir ses engagements à l'égard de ses bailleurs. Pour le professeur Gikas Hardouvelis, chef économiste chez Eurobank, le gouvernement est contraint aujourd'hui à agir dans la précipitation, alors que la situation s'est aggravée. «Au début du programme négocié avec la troïka en mai 2010, beaucoup de choses ont été faites. Puis le gouvernement a trainé les pieds et perdu un an. Aucune privatisation n'a été réalisée, par exemple», souligne-t-il. «Avec un déficit supposé de 17 milliards d'euros, à 7,5% du PIB, qui pourrait atteindre les 9,5%, il faut d'abord couper dans les dépenses. Les entreprises publiques en suremploi doivent pouvoir débaucher.» Avec les

mesures drastiques prises, comme la surtaxation et la coupe dans les salaires, le gouvernement répond au plus pressé et n'agit pas sur le long terme», ajoute l'économiste, qui craint en outre que cela n'aggrave la spirale descendante de la récession et n'ajoute le risque d'une explosion sociale. Concernant la dette, qui est de 144% du PIB en 2010 et devrait monter à 170% du PIB avant de redescendre, elle était hors de contrôle comme dans d'autres pays, «parce que l'Union européenne, qui était vue par les prêteurs comme une entité, a servi d'oreiller à ses membres». Le pays devrait éviter la banqueroute grâce à l'argent de l'Europe. «Mais le défaut de paiement reste une option, à condition de ne pas sortir de l'euro. Car ce serait catastrophique», conclut-il. O.BOT

l'Etat. Les salariés publics, ce sont leurs clients. Et puis tous ces Grecs qui exercent des professions indépendantes volent en permanence l'Etat. Tenez, des avocats d'Athènes déclarent 1500 euros par mois. C'est impensable. Tout cela participe aussi au manque de recettes. Je

l'ai déjà dit: nous avons dépensé l'argent ensemble. La question que je pose aux Grecs, c'est: «As-tu toujours demandé ta facture à ton plombier?» Il faut changer.

**L'impôt sur la propriété, annoncé la semaine dernière, va être**

**prélevé par le biais des factures d'électricité. Le syndicat de l'entreprise d'Etat a dit qu'il s'y opposerait. Comment faire?**

Ce n'est pas une menace, mais si le syndicat s'oppose à la politique du gouvernement et aux lois; il en répondra devant la justice.

**Vous allez taxer tout le monde. Même les chômeurs et handicapés. Mais l'Eglise orthodoxe ne paiera pas...**

Je ne suis pas d'accord avec cette exception. L'Eglise revendique son autonomie financière et gère un patrimoine important. Il serait normal qu'elle paie comme les autres. Elle devrait même être exemplaire à cet égard.

**Les Indignés vous reprochent de brader le bien public en voulant privatiser l'eau, le téléphone, etc., alors que le marché est au plus bas...**

C'est vrai que ce n'est pas le meilleur moment. Le prix en Bourse de la plus grande entreprise du pays, qui gère l'électricité, c'est un dixième de ses biens immobiliers. On ne peut pas faire cela. Pour d'autres entreprises publiques qu'il faut moderniser, si on utilise l'argent pour investir et relancer l'économie, ce sera pour le bien public.

## Des augmentations réservées aux femmes

**Pour combler l'inégalité salariale, l'Autriche prévoit trois hausses de salaire sur dix ans pour les seules employées**

Depuis quelques jours, la nouvelle bruisse dans les allées des supermarchés: les caissières auront bientôt droit à une grosse rallonge. Et pas seulement elles! Toutes les salariées du pays! Le gouvernement autrichien et les syndicats tentent d'arracher au patronat une mesure parfaitement discriminatoire: sur dix ans, ils veulent offrir trois coups de pouce aux seules employées.

«Injuste!» s'indignent leurs maris, qui oublient un peu vite qu'en Autriche, depuis une décennie, on sacrifie largement les femmes sur l'autel de la compétitivité. Les salariées du privé sont les victimes des mesures d'assouplissement du droit du travail: elles sont abonnées aux temps partiels et gagnaient 40% de moins que leurs collègues en 2009, pour un salaire annuel moyen de 17 639 euros. Ce qui fait de l'Autriche une des lanternes rouges européennes.

Le pays a tout simplement un *gender gap* (disparité salariale entre les hommes et les femmes) abyssal. Et il tire l'ensemble des travailleuses du pays vers le bas. Services, grande distribution: les professions où les femmes sont majoritaires sont les moins bien rémunérées. Et même lorsqu'elles exercent en indépendantes, comme médecins par

exemple, à temps de travail égal, les Autrichiennes gagnent actuellement près de 20% de moins que les hommes.

Du coup, 66,4% seulement des femmes travaillent; l'immense majorité d'entre elles reste dépendante du salaire du mari. Et quand l'heure de faire les comptes arrive avec le premier enfant, beaucoup décident de rester au foyer à la vue des généreuses allocations familiales: à quoi bon délaisser sa couvée pour quelques dizaines d'euros de plus par mois... L'éternel «Kinder, Kirche, Küche» (enfants, église, cuisine) reste donc à la mode. Même chez les 14-24 ans: elles sont majoritaires à vouloir être embauchées à mi-temps afin de conjuguer au mieux vie familiale et professionnelle.

Mais quand arrive le divorce (50% des couples à Vienne), la plupart déchantent. Et certaines plongent dans la pauvreté. Or, quelle serait la décision des jeunes mères si elles gagnaient aussi bien leur vie que leur homme?

Le syndicat autrichien des employés du secteur privé, en pointe sur cette idée d'augmentation générale du salaire des femmes, est persuadé que la mesure entraînerait un retour en masse des jeunes mères inactives ou peu actives sur le marché de l'emploi. La presse salue l'audace du défenseur du «sexe faible», premier syndicat des travailleurs pauvres. Depuis quelques années, il est majoritairement féminin. **Blaise Gauquelin** Vienne

## Vengeance roumaine sur les tulipes néerlandaises

**Pas de Roumanie dans Schengen? Le veto des Pays-Bas se paie par un blocus de leurs tulipes à la frontière**

Les tulipes néerlandaises pourraient souffrir d'un mal étrange, une «dangereuse bactérie», selon l'administration roumaine. C'est en tout cas l'argument qu'elle a fourni pour expliquer le blocage à sa frontière de plusieurs tonnes de fleurs en provenance des Pays-Bas. Depuis vendredi, 15 camions ont été stoppés, trois d'entre eux renvoyés à la maison et des échantillons prélevés pour effectuer des analyses.

En réalité, il pourrait surtout s'agir d'une réaction épidermique de Bucarest face à la récente décision des autorités néerlandaises de

mettre leur veto à l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Espace Schengen. Au début de juin, le ministre de l'Immigration, Gerd Leers, avait annoncé ce refus en raison d'une lutte jugée peu efficace contre la corruption, et cela juste après le feu vert du Parlement européen à l'adhésion de ces deux pays à l'Espace Schengen. Une menace réitérée la semaine dernière.

Lundi, deux parlementaires européens néerlandais, évoquant un «chantage» visant un «produit symbole» de leur pays, ont demandé des éclaircissements au commissaire européen Michel Barnier sur cette guerre des tulipes. Aux Pays-Bas, le Ministère de l'économie a fait savoir qu'il attendait le résultat des analyses sur les suspicions bactériologiques. **C.M.**

PUBLICITÉ

# SEE IT. DRIVE IT.

DÈS LE 22 SEPTEMBRE, VENEZ TESTER CHEZ NOUS LES JAGUAR DE DERNIÈRE GÉNÉRATION.



Autobritt SA, Genève-Acacias, 022 308 58 00, [www.autobritt.ch](http://www.autobritt.ch)  
Autobritt Grand-Pré SA, Genève-Servette, 022 919 05 00, [www.autobritt.ch](http://www.autobritt.ch)

# JAGUAR